

« Quand je pense à mon père, c'est très émotionnel »

Didier Reynders

A 57 ans, le Liégeois Didier Reynders est vice-Premier et ministre des Affaires étrangères du gouvernement Michel. Entré comme juriste au cabinet du vice-Premier Jean Gol, sans carte de parti, il devient au fil du temps son plus fidèle et brillant collaborateur. Ministre des Finances de 1999 à 2011, président du MR de 2004 à 2011, il n'a pu comme il l'espérait devenir commissaire européen. Il est marié à Bernadette Prignon, Présidente de chambre à la Cour d'appel de Liège. Ils ont quatre enfants et petits-enfants.

Didier Reynders, vice-Premier et ministre des Affaires étrangères, affiche un parcours brillant et de douloureux échecs. Mais la politique, nous confie-t-il, n'est pas sa vie : « Mon parcours est plus lié à ma vie de famille et de couple. » Rencontre sans tabou avec une personnalité qui se sait controversée.



« On va loin dans l'agressivité à mon égard »

N

Nous sommes le 12 août, Didier Reynders vient de rentrer de Provence et passe les quelques jours avant la rentrée dans sa propriété de Vissoul, près de Hannut. Il va répondre à toutes nos questions, des plus politiques aux plus directes, sur sa personne, la cruauté de son humour, ses échecs, la déstabilisation qu'il a de certains... qui le lui rendent bien. Quatre heures de conversation sans aucun moment d'emportement ou de vexation, mais avec le sourire et une vraie ouverture. Didier Reynders, l'homme brillant, racé, promis au plus bel avenir, va nous dire pourquoi il a raté des rendez-vous clés, qui le mettait aujourd'hui un peu au « ban » des premières places. Il n'éludera rien : ni sa défiance vis-à-vis des sociaux-chrétiens, ni sa blessure d'avoir raté l'Europe, ni son doute sur le budget, ni sa proximité avec des socialistes, ni sa distance avec Charles Michel. Mais ce qu'il dira surtout, sans réserve, sauf celle de l'intimité farouchement

préservée, c'est la place fondamentale de sa femme et de sa famille. Vous n'aurez pas son commentaire sur la sortie de Kris Peeters dans *Le Soir* ni sur celle de Bart De Wever sur les réfugiés. En déplacement à l'étranger, il n'a rien voulu ajouter à ce qu'il nous avait dit au cœur de l'été. Mais lisez bien, tout est là, entre les lignes.

Pourquoi Vissoul ?

Cela fait une bonne vingtaine d'années qu'on est ici une bonne partie de l'été et beaucoup de week-ends. Au départ, l'idée était de trouver un lieu à équidistance entre Liège et Bruxelles. J'ai beaucoup de connaissances dans la région et j'ai souvent plaisanté sur le fait que j'avais un meilleur bourgmestre ici, car Luc Gustin (MR) a gagné les élections sans laisser de siège à l'opposition, sauf la dernière fois. Mon fils a acheté une maison dans la même rue. C'est une des premières fermes industrielles de Hesbaye, qui stockait du grain à l'étage. Ce fut un coup de cœur. Avec 4 enfants, beaucoup d'amis et les petits-enfants qui arrivaient, on voulait avoir un endroit calme avec un peu d'espace. Même si mes racines restent à Liège, où j'ai passé 50 ans de ma vie. On fête Noël à Liège et ici, de temps en temps, on organise des fêtes. Les petits-enfants viennent le week-end.

C'est ici que vous vieillirez ?

Peut-être ou à Uccle, cela dépend aussi de la santé. J'ai toujours aimé des maisons plutôt anciennes, qu'on a achetées et rénovées. Ici, on a pris 20 ans pour aménager, on a tout planté. Surtout mon épouse. Moi, j'aime bien déblayer, élaguer...

Qu'est-ce qui constitue vos racines ?

Des personnes. J'ai été très influencé par une dame qui venait donner des cours de diction en primaire, au Sacré-Cœur de Saint-Nicolas. Je me souviens de la nécessité de se lever, de se retourner et parler aux autres, ce qui a déclenché mon goût de la parole, et ma mémoire. Encore aujourd'hui, chansons de Brassens, fables de Lafontaine... je peux vous les déclamer. Mon père adorait cela aussi. Je ne sais pas si je tiens de lui, mais quand je prends la parole, des formules et des anecdotes me reviennent. Aujourd'hui, je continue à donner des cours, des conférences : s'il y a du monde, fatigué ou pas, après 5 minutes, cela m'amuse.

Autre moment fort ?

Le roman, lié à deux personnes : ma maman qui en lisait énormément et un professeur d'humanité, M. Muselle, qui nous faisait lire Bossuet mais aussi le nouveau roman, Robbe-Grillet, Duras, Nathalie Sarraute. L'étranger de Camus est resté. Mais je ne lis jamais un essai.

Dans les avions, j'ai parcouru avec le Roi quelques passages de Piketty qu'il avait soulignés, mais lire son livre, ça non. Mon truc, ce sont les romans : c'est dépayasant et sur le plan littéraire, c'est plus intéressant. J'ai une caractéristique qui énerve mon épouse : quand je commence, je termine. Puis je dis que je n'ai pas aimé. Mais je n'aime pas abandonner. Et puis, il y a ce film, Le président de Henry Verneuil, dont j'adore quelques répliques. Je suis aussi un passionné de bande dessinée. Encore aujourd'hui, je réserve les BD, les petits romans et les nouvelles pour les interruptions lors des négociations ou des débats budgétaires. Il m'est arrivé de lire un roman complètement pendant une séance de discussion !

Vous êtes collectionneur ?

Oui, c'est un trait de caractère, je garde tout et si je commence une collection, je la termine. Je conserve les crayons des réunions, des sacs, je ne jette rien. On dirait que je suis conservateur (il rit).

Vous conservez des notes, des mails ?

Beaucoup de choses sont conservées, oui.

Vous allez écrire plus tard ?

Peut-être bien, mais je n'ai pas encore eu ce goût-là.

Vos parents étaient soucieux de l'argent ?

Ils n'en avaient pas beaucoup, ils s'occupaient de leurs trois enfants et avaient pour rêve qu'on aille tous les trois à l'université. J'ai toujours un souvenir compliqué de mon père. Quand je pense à lui, j'ai un côté très émotionnel. Lors de ses funérailles, ce fut une des rares fois où pour moi, c'était compliqué d'aller au bout de mon teate (il a les larmes aux yeux). Il était représentant de commerce pour une firme de viande et était beaucoup sur les routes, j'ai toujours été très impressionné

« Les moments durs en politique, je ne pourrais pas les vivre s'il n'y avait pas ma femme, Bernadette »

par le fait qu'il rentrait le soir tard, faisait ses papiers. Il nous conduisait à la natation à 6 h du matin, et puis de nouveau le soir - j'ai arrêté ce sport à 15-16 ans.

Vous parliez beaucoup avec lui ?

Non, mais c'était quelqu'un de très émotif. A sa retraite, on lui avait offert une petite Peugeot. Quand il est arrivé dans le garage, la seule chose qu'il a pu faire, c'est pleurer. C'est une des personnes - une des rares d'ailleurs - qui m'amène la larme à l'œil, automatiquement. C'est sûrement lié au fait que c'est quelqu'un qui a énormément travaillé, pour nous. On ne s'en rend compte qu'après. Heureusement, j'ai toujours eu un très bon contact avec lui. Je l'ai accompagné jusqu'à la fin, je l'ai vu mourir. Maman, malheureusement, était atteinte d'Alzheimer les dernières années. C'était une femme peu expansive, plus fermée et autoritaire, alors que mon père était plus méridional - pour un Flamand d'origine (il rit).

Cela vous a agacé qu'on fasse de Jean Gol votre père spirituel ?

Non, mais je n'ai jamais eu de relation filiale avec qui que ce soit d'autre que mon père. J'ai eu une éducation primaire, secondaire très catholique, mes parents étaient pratiquants au départ, mais lui ne faisait pas de politique. Je ne sais même pas s'il votait PSC à l'époque ni pour qui - après, je m'en suis douté (il rit). L'essentiel, pour mon père, c'était son travail et sa famille. Mais dans les personnes qui m'ont façonné, il y a ma femme. Je l'ai rencontrée dès ma première licence, et on a commencé à vivre ensemble. 36 ans, cela compte.

Qu'a-t-elle fait de vous ?

D'abord un père, quatre fois, et puis un grand-père (il rit). Les moments durs en politique, je ne pourrais pas les vivre s'il n'y avait pas, non pas la famille, mais elle. Elle apporte un côté apaisant et me donne le sentiment d'être en dehors de la politique. Pour moi, la politique, c'est une activité professionnelle ; je ne la laisserai pas manger ma vie privée. Vous ne verrez jamais mes enfants ou mes petits-enfants dans des magazines ou sur des affiches. J'ai fait une fois l'erreur, plus jamais depuis. Une fois que je suis en famille, je déconnecte tout à fait. Il y a des périodes que je n'aurais pas pu traverser sans me retrouver en famille.

Elle ne vous a jamais conseillé de quitter la politique ?

Non. Aucun des deux n'interfère dans la carrière de l'autre. Mais il y a eu des périodes politiques, où c'était plus dur pour elle et les enfants que pour moi. Notamment la vie au parti, à la fin de la présidence. Je pense que j'ai une carapace naturelle, un peu innée et que j'ai développée. Si je suis en vacances, je ne passe pas ma vie à parler de politique. Il arrive que pour des films « débiles », j'aie la larme à l'œil, alors qu'il y a des choses dans le monde, très graves, que je peux regarder froidement. J'ai aussi souvent un certain feeling sur la confiance que je peux faire aux gens. Je me dis par exemple que si on trompe sans arrêt sur le plan privé, je ne vois pas pourquoi on serait fidèle sur le plan professionnel. Cette fidélité n'est pas liée à la stabilité, on peut divorcer, se séparer, mais avoir une relation à la fois, pas cinq, même courte mais solide.

Cela vient d'où cette fidélité ?

C'est lié à la cellule familiale avec mes parents. Cela forge (il est ému) et crée une façon spécifique de regarder les autres.

Et votre force intérieure ?

Quand vous nagez des kilomètres comme je l'ai fait, ou vous chantez dans votre tête, ou vous comptez les longueurs, ou vous réfléchissez tout seul. Je peux rester de longues heures sans dire un mot.

Vous rencontrez la politique avec Jean Gol ?

Pas du tout, j'entre à son cabinet pour m'occuper de matières institutionnelles et je rencontre quelqu'un avec lequel j'ai des affinités sur le plan du droit, de la façon de travailler. Je pense qu'il a assez vite apprécié le fait que je ne devais pas refaire les notes 5 fois et qu'on avait des visions assez proches mais dans des matières constitutionnelles, pas politiques. Il y a eu une relation amicale qui a déclenché les choses, c'est sans doute pour cela qu'on a parlé de « père spirituel ». Deux choses ont joué : la différence d'âge - j'étais le gamin - et j'étais liégeois. Petit à petit, il m'a demandé de m'intéresser à des dossiers liégeois : sidérurgie, faillite de l'unif, hôpital universitaire. Et c'est là, petit à petit, que je me suis intéressé à des dossiers plus politiques. Notre relation s'est construite au fil du temps. Ce ne fut pas un coup de foudre.

Vous êtes sensible à l'image que vous laissez dans l'histoire ?

Quand j'arrive dans un bon restaurant français, le patron vient me trouver : « Ah, je vous ai vu à la télévision ! » Ça, j'aime beaucoup. Il y a quand même un côté narcissique minimum ! Nicolas Sarkozy m'avait fait le plaisir de venir lors de la campagne présidentielle. La tête de Guy Verhofstadt quand il m'a vu descendre de sa voiture au Lambermont ! Ça, ce sont des moments de plaisir.

Mais vous ne voulez pas laisser dans l'histoire que vous étiez connu ?

Non. Je pense qu'il y a un certain nombre de logiques politiques ou de réformes politiques qui resteront. La notion de réformateur me colle bien à la peau, car je ne suis pas révolutionnaire et surtout je n'aime pas lancer une révolution qui va échouer. Des gens qui arrivent à l'entrée d'une réunion et qui annoncent qu'ils

vont exiger, comme un jeune collègue, de supprimer l'indexation avec les socialistes au gouvernement, d'accord on peut demander beaucoup de choses, mais... La

réforme fiscale du début des années 2000 est toujours là. Et si je n'avais pas ancré dans la législation l'indexation des barèmes fiscaux, la suppression de la cotisation de crise et les baisses d'impôts, imaginez ce que serait la pression fiscale aujourd'hui ! Pour les sociétés, les intérêts notionnels, même si on peut discuter de beaucoup de choses, je crois que ça restera.

Que n'aimez-vous pas qu'on dise de vous ?

Le député PTB Marco Van Hees a écrit des bouquins sur moi, L'homme qui parle à l'oreille des riches. Il était fonctionnaire des Finances, mais il était tout le temps en congé. Un jour, je lui ai dit : « Si vous êtes si favorable à la lutte contre la fraude fiscale, venez travailler, plutôt que d'en parler ailleurs ! » Le type est contrôleur aux Finances et ne vient pas contrôler... Si tout le monde fait comme lui ! Donc dire, puis qu'on fait des réformes libérales, qu'on baisse de quelques points la pression fiscale, qu'on essaie de donner aux entreprises une situation correcte, qu'on est le ministre des rupins... Ce sont des choses que je n'aime pas. ■

BÉATRICE DELVAUX
MARTINE DUBUISSON

vont exiger, comme un jeune collègue, de supprimer l'indexation avec les socialistes au gouvernement, d'accord on peut demander beaucoup de choses, mais... La réforme fiscale du début des années 2000 est toujours là. Et si je n'avais pas ancré dans la législation l'indexation des barèmes fiscaux, la suppression de la cotisation de crise et les baisses d'impôts, imaginez ce que serait la pression fiscale aujourd'hui ! Pour les sociétés, les intérêts notionnels, même si on peut discuter de beaucoup de choses, je crois que ça restera.

Que n'aimez-vous pas qu'on dise de vous ?

Le député PTB Marco Van Hees a écrit des bouquins sur moi, L'homme qui parle à l'oreille des riches. Il était fonctionnaire des Finances, mais il était tout le temps en congé. Un jour, je lui ai dit : « Si vous êtes si favorable à la lutte contre la fraude fiscale, venez travailler, plutôt que d'en parler ailleurs ! » Le type est contrôleur aux Finances et ne vient pas contrôler... Si tout le monde fait comme lui ! Donc dire, puis qu'on fait des réformes libérales, qu'on baisse de quelques points la pression fiscale, qu'on essaie de donner aux entreprises une situation correcte, qu'on est le ministre des rupins... Ce sont des choses que je n'aime pas. ■

BÉATRICE DELVAUX
MARTINE DUBUISSON

LES BLESSURES

« La mort, l'autre lien à la politique »

« Cette petite tête de Jean Gol m'a été donnée par un anti-quinquagénaire liégeois. Impressionnant, non ? Et très ressemblant. Je la garde dans une armoire, pas sur mon bureau. Car j'ai un autre lien avec la politique : le décès (on célébrera le 17 septembre les 20 ans de son décès). Je ne vais pas aligner tous les morts et vivre avec un cimetière. Mais malheureusement, c'est un peu ça. » Il cite Philippe Wathelet, Etienne

Bertrand, Eric André, Jacques Simonet, Véronique Cornet : « Ça fait beaucoup de monde. » « C'est un de mes profs, Paul Lewalle, qui m'a dit qu'un ministre cherchait quelqu'un pour mettre en place la Cour d'arbitrage et ce qui allait devenir la Communauté germanophone. Et je suis entré au cabinet "réformes institutionnelles" de Gol. »

LES PERSONNALITÉS

« A table avec Cools »

« Cela a beaucoup surpris certains socialistes, dont Laurette Onkelinx, de voir que Cools était aussi proche de moi (il rit). Gol voyait Cools pour discuter de la sidérurgie, pas pour faire un accord, mais pour se demander : "Qu'est-ce qui est possible ?" Je me suis vraiment bien entendu avec lui durant toute cette période, sur des dossiers concrets. Après, ce fut différent. Je l'ai rencontré souvent dans une ambiance qui a contribué à construire beaucoup de contacts avec Gol : la table, notamment à la Grasse Poule à Liège. Un dîner perdu ne se rattrape jamais. Les mauvais sandwiches de Dehaene, emballés dans du cellophane, non. »

LES ROMANS

« Ah ! "Le parfum" »

« Les livres qui m'ont marqué ? L'insoutenable légèreté de l'être et La plaisanterie (Kundera), Le Nom de la rose (Eco) et celui qui m'a le plus touché, Le parfum (Süskind). J'en ai des exemplaires dans plusieurs maisons. Idem pour Jean-Christophe Rufin et notamment. »

LE FILM

« Ah ! Audiard »

« Evidemment, le Président, c'est Audiard aux dialogues, et Clémenceau par Gabin. On voit Clémenceau à l'Assemblée nationale, s'en prendre notamment aux patrons français qui ont pillé les colonies. Un type se lève : "Mais il y a aussi des patrons de gauche", et Audiard fait répondre à Gabin : "Il y a aussi des poissons volants mais ce n'est pas la généralité du genre." (Il rit.)

échecs « Les coups, je les garde en mémoire »

Lorsque vous avez raté le poste de commissaire européen, on vous disait blessé...

Je ne comprenais pas. J'aurais compris si on m'avait dit qu'on proposait [au CD&V] la concurrence ou un gros poste européen. Moi, j'avais téléphoné à Juncker pour lui dire les postes qui pourraient m'intéresser, je n'aurais pas accepté pour faire semblant d'avoir une compétence. Mais ce côté faussement émotionnel - "On a une grande sainte [Marianne Thyssen] et on doit absolument faire quelque chose pour elle" -, je ne l'ai pas cru. Kris Peeters n'avait sûrement pas la confiance suffisante de son parti pour dire "Je vais au 16". Wouter Beke n'a pas arrêté de lui dire "C'est toi qui décides". Dans un parti pareil, si on dit ça, je me méfie...

Les revers ou les échecs vous construisent ?

Ce sont des moments difficiles qui construisent. Mon parcours à moi, il est plus lié à ma vie de famille et de couple, au roman et au plaisir de prendre la parole, qu'à la vie politique. La vie politique, j'y ai vécu des moments très forts ; le reste, c'est une vie.

Quels moments forts citeriez-vous ?

Les élections de 2007. Être premier à Bruxelles et aussi en Wallonie, ça ne revient pas souvent...

Plus dure est la chute ?

Non, après, le problème est de savoir si on peut forcer un accord. J'ai sûrement commis des erreurs. Mais j'ai senti très vite qu'on avait trois grosses difficultés. Lune était liée au caractère d'Yves Leterme, qui était braqué et qui, malgré son énorme succès, n'arrivait pas à dire "J'y vais et on avance".

L'autre était la N-VA, qui revenait toujours avec le communautaire. Et la troisième était qu'un parti (le CDH de Joëlle Milquet, NDLR) était autour de la table mais ne voulait pas être là. En 2004, Elio Di Rupo avait sauvé le CDH à la Région ; le renvoi d'ascenseur était évident : en 2007, il était impossible de faire un gouvernement sans le PS.

Après des années de réussite, vous subissez l'échec de l'Orange bleue, puis du poste de commissaire européen, de Premier ministre,.... Vous le vivez comment ?

Oh, il n'y a rien d'agréable dans cette séquence. On parle du 16, mais je rappelle que je n'ai jamais eu à former un gouvernement. Et en 2014, la séquence a été très simple. Quand on a été élu au niveau régional, Charles Michel n'avait plus qu'un choix : ou bien il démissionnait comme formateur et c'était terminé ; ou bien il essayait d'aller jusqu'au bout d'une formule, qui n'est pas ma tasse de thé, qui n'est pas celle du parti non plus, mais je lui ai dit, comme d'autres, "Va tenter ta chance". Que faire d'autre ? On n'allait pas non plus décider nous-mêmes de partir. J'ai au moins approuvé la démarche.

C'est un choix très transgressif...

Oui, mais c'est un parcours personnel qui a mené à ça. Le sien [celui de Charles Michel], pas le mien. Puisque l'on parle de relations personnelles, eh bien, sa relation avec Benoît

Lutgen ne prend pas - moi, ça m'amuse, ils viennent me trouver comme si on était copains... -, avec Elio Di Rupo ça ne va pas non plus - alors que moi, j'ai des contacts.

Être en arrière-plan à la RTBF, quand Charles Michel est invité comme Premier ministre, c'est un moment difficile ?

Oui, mais comme beaucoup d'autres moments pas évidents.

Un autre coup violent, c'est le putsch qui vous écarte de la présidence du MR...

Oui, mais le coup le plus violent, c'est l'utilisation de la crise bancaire à mon encontre, qui en est le déclencheur. Je sais d'ailleurs qui et comment, car en politique, on finit toujours par savoir. Probablement que, sans ce que mes enfants vivaient pendant le débat au parti, sans la crise bancaire, j'aurais continué au parti. Mais cette utilisation de la crise bancaire était devenue très dure à supporter. Car vous vous dites : on est en train de sauver les meubles et on se ramasse des choses pareilles. Il y a une critique que je pouvais comprendre : ou la façon dont on abîmait mon image, ministre des rupins... beaucoup se sont demandé si c'était utile que je continue à gérer le parti. S'il n'y avait pas eu l'exploitation de la crise bancaire, je n'aurais jamais eu de problème en interne.

Et vous vous dites quoi aujourd'hui : je vais

me venger ? Mon tour reviendra ?

Je ne sais pas si le tour reviendra. Ma plus grande qualité, c'est la mémoire et mon plus gros défaut, c'est la mémoire...

Vous n'oubliez rien et voulez vous venger ?

Non, ce sont deux choses différentes. Beaucoup de gens mettent ça sur le plan de la rancune. Non, c'est la mémoire, c'est en tête.

Cela a un côté menaçant de dire ça...

Peut-être, mais j'ai plutôt un côté africain : m'asseoir au bord du fleuve et regarder passer beaucoup de choses... Et j'ai des gens autour de moi que je dois régulièrement un peu calmer. Le but n'est pas du tout d'imaginer quelque chose, mais c'est en moi. Et ceux qui viennent me trouver ensuite, il ne faut quand même pas qu'ils me prennent pour un autre.

Quelle est votre relation avec Charles Michel, suite à tout cela ?

Politique et professionnelle. Car j'ai compris sa démarche, comme je l'ai expliqué.

Mais il a participé au putsch...

Oh ça, le putsch... Ça, j'écrirai un jour. Mais c'est encore trop tôt.

Il vous consulte, sur les points importants ?

Sur les choses importantes, vraiment importantes, oui. Quand il y a vraiment un problème... (sourire) Il n'a pas du tout le même caractère, la même façon de fonctionner.

« J'ai la réputation d'être parfois un

peu dur ou cruel, avec la presse également. Mais est-ce que j'appelle pour me plaindre ? »

Probablement que, chez moi, il y a aussi une certaine distance. Je suis parti en vacances ; mon téléphone a sonné parce que les enfants appelaient, mais je ne suis pas en contact permanent avec 36 personnes.

Autre moment délicat : votre arrivée à Bruxelles...

J'ai fait le choix personnel d'aller à Uccle, et j'ai averti le président de parti que je me présenterais aux élections communales. Et bien entendu, j'ai dit que je pourrais devenir ministre-président ; il fallait bien une figure de proue. Mais ça ne veut pas dire que mon ambition à tout prix est d'être ministre-président ; mon ambition, c'est que les libéraux jouent un rôle et si on arrive à être les premiers à Bruxelles, pourquoi pas ? Mais c'est devenu, en interne : "ah non, pas lui !" Et quelqu'un d'autre [Vincent De Wolf] a dit : "ah non, c'est moi..." [Le candidat ministre-président]. Et même à la tête de mon parti, on a dit : on verra, on ne sait pas qui. Pfff...

Vous vous dites qu'ils ne vous aiment pas ?

Quand depuis dix quinze ans, vous avez quelqu'un qui est sur les podiums de tous les sondages, vous vous dites quand même que s'il arrive à Bruxelles, ça peut avoir un impact. Je fais le meilleur score, comme à Liège. Et on continue à dire que je ne suis pas populaire ! Mais c'est cette image froide, liée à mon parcours, à la critique par rapport à ce parcours et à mon caractère, probablement.

Les critiques ne vous atteignent pas ?

Si. Même la presse. Les artistes qui vous disent "les critiques je m'en fous", c'est pas vrai. Mais j'ai cette faculté de pouvoir croiser le lendemain des gens qui ont eu des comportements épouvantables à mon égard. Et comme ministre des Affaires étrangères, j'ai pu doublement prendre de la distance.

Envie de vous éloigner ?

Pas l'envie, mais cela me semblait la bonne formule. Mais je ne suis pas du style à appeler le Premier ministre pour dire j'ai lu qu'un tel a dit ceci ou cela. C'est incroyable la susceptibilité des gens surtout en Flandre. Et est-ce que je vous appelle pour me plaindre ?

Vous nous boycottez parfois...

J'ai encore le droit de m'exprimer ou pas ! Ce qui est fou, c'est la réputation que ça donne, alors que des collègues n'arrêtaient pas de vous agresser ou de réagir pour n'importe quoi. Moi, vous pouvez écrire ce que vous voulez, vous ne m'aurez pas au téléphone. ■

Propos recueillis par
B.Dx et Ma.D.

humour « Oui, j'irais loin pour un bon mot »

Les gens ont peur de vous ?

Cela peut arriver, ça ne m'étonnerait pas.

Peur de ce que vous allez dire ?

Parfois. Quand je dis de Vincent Decroly qui, après avoir massacré magistrats et policiers durant des semaines en commission parlementaire, découvre les conditions épouvantables au parquet de Bruxelles, « c'est Simplet au pays des merveilles »... Je reconnais qu'il y avait avec « Simplet », une agression physique.

Prêt à mourir pour un bon mot ?

Pas à mourir, mais à aller loin... (rires)

Personne ne vous met en garde ?

Il est trop tard, souvent ! Au parlement, Claude Eerdekens s'en est pris un jour à Jean Gol - alors décédé - en faisant des sous-entendus par rapport aux tueurs du Brabant wallon ; j'ai exigé des excuses. Mais il a recommencé devant les téléés, et on m'a demandé une réaction ; j'ai dit : « C'est le bouffon d'Andenne ».

Jambon d'Andenne, bouffon d'Andenne. Il a menacé de me poursuivre. Mais j'ai pris le Littré et je lui ai dit : « Je ne comprends pas. D'Andenne, ce n'est pas injurieux. » Il m'a répondu : « Mais bouffon ! ». Ma réponse : « Bouffon ?, c'est le conseiller du roi, selon le Littré » ! (rires)

Vous n'avez pas peur que les gens vous détestent pour cela ?

Quand Moureaux dit « ministre des rupins », il devait quand même s'attendre à ce

que je réplique. J'ai attendu d'aller chez Vrebos et c'est vrai que c'est sorti assez lourdement (rire) : « Je mets cela sur l'aigreur d'une fin de carrière difficile. » Moureaux m'a dit que c'était quand même dur... Ce qui est intéressant, c'est ce qui porte.

Vous ne regrettez jamais ?

Non, car je constate que les gens ne réalisent pas, que ce soit dans la presse ou la politique, à quel point ils vont loin dans l'agressivité à mon égard.

Vous nous en voulez ?

Parfois. Quand je baisse l'impôt de 55 à 50 %, que je fais les intérêts notionnels ou que je sauve les banques - les banques, c'est quoi : de l'emploi, des millions de clients -, on dit ministre des rupins, des riches... Quand je fais la DLU, on me traite de fraudeur pratiquement, d'ami des fraudeurs. Les gens ne se rendent pas compte de la violence de leurs propos. Pourquoi je devrais accepter qu'on me donne cette image-là en permanence, sans réagir ? Moi, je fais plus ciblé.

Vous reprochez aux autres leur agressivité, mais vous y recourez aussi...

Si vous regardez bien, à peut-être une exception, c'est toujours en réaction.

Vous ne le payez pas ?

Non. Je pourrais regretter mais non, j'aime bien ; mais je fais plus attention. ■

Propos recueillis par
B.Dx et Ma.D.

relations politiques « Avec le CD&V, on fait les douze stations, puis c'est la crucifixion ! »

Vous avez évoqué le duo Gol-Cools. Vous en reprenez quoi : on ne peut rien faire sans les socialistes ?

Moi, j'ai continué ce genre de relation, surtout avec Michel Daerden ; j'ai fait énormément d'accords avec lui et nous avons toujours eu une bonne relation, si ce n'est qu'à la fin, il jouait un personnage. Il n'a jamais été populaire, mais il l'est devenu à l'occasion d'une émission de télé surréaliste - j'étais là le soir des élections en 2006, il était ivre. J'ai reçu un très beau message de son fils à sa mort ; je pense que j'étais un des rares politiques à oser en dire du bien et à être invité après les funérailles à aller les rejoindre ; on n'était pas très nombreux. Moi, je parlais du principe qu'en Région liégeoise, il fallait avoir des contacts ; faire de la politique et ne rencontrer aucun socialiste, c'est un peu bizarre.

Vous avez de meilleurs contacts avec les socialistes qu'avec les sociaux-chrétiens...

Ah oui, sur le plan personnel, probablement.

Et même politiquement ?

J'ai travaillé beaucoup avec tout le monde.

Mais pour les libéraux, la vraie jubilation, c'est de mettre les socialistes dehors ?

L'inverse est vrai aussi. Quand je vois ce qui s'est passé dans les Régions... Il y a des réformes qui sont plus faciles à faire sans les socialistes, j'ai toujours plaidé pour cela. Mais quand ils sont là, j'essaie de les faire malgré leur présence. Je ne me suis jamais aussi bien entendu avec Philippe Moureaux pour les accords communaux qu'avec Daerden. Mais quand on se croise, on rigole, on s'entend bien. C'est sans doute lié au respect de la parole donnée.

Pourtant, beaucoup de vos collègues s'interrogent sur vos objectifs, sur ce que vous voulez vraiment...

Il y a deux choses différentes : ce qu'on veut sur le fond, et les relations entre les partis. Mais je sais qu'il y a des moments où tout le monde devient observateur... Je l'ai vécu avec la crise bancaire.

Vous étiez un peu seul ?

Oui. Avec Yves Leterme, qui aurait pourtant pu

jouer le même rôle que les autres : être au balcon ou pire, prêt à assassiner celui qui était en charge.

Cela vous rend amer, cynique ?

Pas amer, et oh ! cynique... j'en ai vu tellement. C'est la comédie politique que certains jouent.

Au CD&V particulièrement, on se pose beaucoup de questions sur vous...

Oui, mais le CD&V...

Peu importe ce qu'ils disent ?

Non, mais le CD&V, c'est congénital ! C'est un peu une projection d'eux-mêmes. J'ai une formation catholique, en ce compris jésuite, et je connais leur sens de la culpabilisation. Ils ne m'y prendront jamais. Et je sais que cela les

énervent, car je pense que j'ai l'art, sinon le talent, de les mettre hors d'eux régulièrement quand ils commencent à jouer à ça. C'est pour ça qu'ils ne savent pas très bien où je vais. Mais aussi parce que je dois trouver un point d'équilibre. Cela fait 15 ans que je suis au gouvernement et que j'ai une position assez médiane.

On dit que vous roulez plus pour vous que pour une idée politique ou une conception de la société...

C'est vrai pour une part. Mais je connais beaucoup de sociaux-chrétiens qui ne vivent que pour le monde extérieur, la lutte contre la pauvreté, aider les enfants malades et je fais semblant de les croire.

C'est comme le poste de commissaire européen que voulait le CD&V : rassurez-vous, Arco n'a rien à voir ! Je m'étonne quand même qu'une commissaire en charge du social déclare qu'elle va s'occuper d'Arco ; comme ils ne s'occupent que des malheurs du monde, je suppose que l'argent n'a rien à voir...

Chaud, chaud, votre rapport au CD&V...

Je le rappelle régulièrement à de jeunes ministres : on a un accord de gouvernement, puis le texte va au Conseil d'Etat, au parlement, à la Chambre, et puis cela passe au bureau du CD&V. Et soudain, ça devient compliqué... Vous avez déjà remarqué ? Ce n'est jamais facile au bureau du CD&V. Et puis, c'est le groupe CD&V qui pose problème. Et puis, cela va au Sénat et

tu arrives à la douzième station et tu peux te faire crucifier !

Ils sont toujours comme ça ! En quinze ans de gouvernement avec les socialistes, à de très rares exceptions près, quand c'était décidé, c'était mis en œuvre. Alors qu'avoir un accord avec le

CD&V, mais aussi le CDH, ce n'est qu'une étape. Donc, quand on dit que le CD&V ne sait pas « où je veux aller », moi je ne vais jamais dire dans une négociation avec eux ce que je veux maintenant, car je sais très bien qu'on va en discuter 25 fois.

Cette inimitié avec le CD&V vous a coûté : il ne voulait pas que vous soyez Premier ministre...

Peut-être, mais tant que des gens continuent à se brûler pour m'empêcher de faire quelque chose...

C'est ainsi que vous voyez les choses aujourd'hui ?

Quand je vois Kris Peeters à côté de moi, je ne comprends pas pourquoi il n'exerce pas la fonction de Premier ministre. Je trouve assez désolant pour un parti d'abandonner comme ça toute responsabilité pour un poste européen sans compétence.

Autre animosité, celle envers Joëlle Milquet...

J'ai dit un jour, pour ne pas être injurieux, que c'était mon contraire.

Parfois, les contraires s'attirent !

Oui, mais il y a aussi des pôles en électricité qui s'opposent. C'est vraiment une tout autre façon de faire de la politique et de travailler. Qu'est-ce que vous voulez... Je peux être en opposition très forte avec Laurette Onkelinx, mais on s'entend bien. Je l'ai invitée à déjeuner dernièrement, avec Sabine Laruelle. Mais je reconnais qu'il ne me viendrait pas à l'idée d'organiser la même chose (avec Joëlle Milquet)... Surtout avec Sabine, je devrais les séparer ! (Rires.) Par contre, je l'ai toujours dit : c'est une femme intelligente, travailleuse, débordant d'énergie, probablement beaucoup trop, mais il n'y a pas d'atomes crochus. Je ne vais pas en inventer.

Vous lui avez beaucoup tapé dessus...

Peut-être, mais je pense à bon escient. Et c'était souvent en réaction. On ne fait pas de la poli-

tique pour se faire des amis.

Vous ne pensez pas que votre relation aurait pu se dérouler autrement lors de l'Orange bleue ? Parlez-en à Patrick Dewael qui était prêt à l'égorger ! Pendant la négociation, la RTBF enregistrerait une émission où elle a dit : « C'est terrible, je suis la seule francophone à table. » Quand on lui a demandé si elle se rendait compte de ce qu'elle disait, elle a répondu : « Je ne savais pas que c'était enregistré », alors

qu'elle avait un micro sur elle !

Parlons du FDF : vous regrettez le divorce ?

Si j'ai tant plaidé pour un développement avec le FDF ou un autre positionnement, c'est parce que je crois que les libéraux peuvent être une vraie alternative aux socialistes. Et je reste convaincu que le CDH pourrait très bien, pour une grande part, être chez nous ou dans un environnement où l'on travaille ensemble. On pourrait travailler avec Maxime Prévot, et même Be-

noît Lutgen. Même chose pour le FDF. Mais la crise au parti était aussi liée au fait qu'on avait, nous, à Bruxelles, un vide terrible, après les décès d'Eric André, Jacques Simonet, Daniel Ducarme... Après Armand De Decker, c'est les Gosuin, Clerfayt qui font les bons scores, des personnalités qui marquent plus que nous à Bruxelles. Beaucoup de libéraux ont cru que leur faiblesse était due au FDF. Mais non, c'était dû à une faiblesse des libéraux à Bruxelles. ■

Propos recueillis par
B.Dx et Ma.D.

avenir « J'ai l'intention d'être plus présent à Bruxelles »

Vous avez un objectif pour l'avenir ?

En Belgique, non. Mais j'ai vraiment l'intention, et j'y travaille, d'être beaucoup plus présent à Bruxelles, de jouer un rôle dans son développement, en misant sur l'image internationale qui n'est pas assez utilisée – ce que je ne comprends pas. Aux prochaines élections, je crois que je serai présent sur Bruxelles, mais ça peut être à la Chambre, où je me suis toujours présenté, il n'y a pas de raison de changer. Je suis aussi de plus en plus intéressé par le débat culturel bruxellois. J'essaie de faire bouger calmement les choses sur les grandes institutions dont j'ai la charge, Monnaie, Bozar, Orchestre National. Il y a des clefs dans ces domaines aussi pour la Belgique.

Vous pourriez quitter la politique ?

Je ne suis pas du genre à dire que je peux aller dans le secteur privé, quand je veux. Je n'en sais rien ! Et tant que je peux faire des choses qui m'intéressent, je continue. Oui, je pourrais un jour arrêter de faire de la politique.

Mais aujourd'hui, j'ai une activité qui me passionne, me permet d'être dans les débats durs, belges mais aussi internationaux, qui m'intéressent tout autant, voire

même plus. Car après un certain nombre d'années, quand on met sur la table un dossier « préensions », j'ai le sentiment que ça fait la 33^e fois qu'on me demande d'en discuter et je ne pourrais plus me passionner, quand je sais que de toute façon, les partenaires sociaux feront autre chose. Même chose avec BHV... Quand je dis cela, il y en a qui supputent : « Ah, il veut une fonction internationale, au FMI, à la Commission. »

Vous n'y travaillez pas ?

Non, parce que malgré tous les problèmes qu'on a évoqués, il y a une liberté en politique. C'est encore moi qui décide.

Votre fragilité, ne sera-ce pas Jean-Claude Fontinoy (président de la SNCB, son fidèle) ? N'est-ce pas ce que Jacqueline Galant essaie de montrer ?

Notre fragilité, je ne sais pas si c'est Galant plus que Fontinoy.

Cela fait 30 ans que je le connais. Mais ça fait partie des séquelles, des gens qui croient qu'ils doivent continuer à me taper dessus directement ou indirectement. C'est un environnement qu'il faut apprendre à maîtriser.

« Molenbeek ? J'étais moins

à l'aise au marché qu'à certains endroits dans le monde »

Je n'ai jamais travaillé avec une logique de clan, mais j'ai des proches. Probablement qu'un de mes défauts, c'est de travailler trop seul, ça oui.

Quelle ambition en vue de 2019 ?

Les élections auront lieu dans quatre ans. C'est long ! En 2007, j'ai fait campagne sur le thème du centre de gravité, qui ne veut rien dire mais qui est compréhensible, et il a bougé aussi en Wallonie. Et en un an, la N-VA est devenue premier parti... Beaucoup de choses peuvent donc se produire... Je suis un peu inquiet par exemple qu'on termine un débat budgétaire en juillet en disant qu'on se mettra d'accord sur les notifications à la rentrée. Il y a déjà les bagarres entre Flamands, en permanence. Ça n'arrête pas. Donc, qu'est-ce qui se passera dans quatre ans ? Je ne sais pas. Mais mes lignes de fond, ce sont les réformes socio-économiques dont on a besoin, dans un équilibre entre responsabilité et

solidarité. La presse caricature : on dit qu'avec les réformes voulues par les libéraux, on va être dans un monde de riches, avec à

la limite pas d'Etat. Alors que ce dont on discute joue à la marge.

Vous vous targuez aussi d'être « cash », d'oser dire les choses...

Ce qui m'avait impressionné chez Jean Gol, et que j'ai assumé surtout dans la crise financière, c'est la capacité de dire « je décide » – ce que peu de politiques font –, et d'oser mettre sur la table des sujets tabous. Comme l'immigration ou la DLU. Quand on discute des combattants djihadistes, qu'il y a une opération de police à Verviers et qu'on voit que ça vient beaucoup de la même commune, acceptera-t-on un jour d'ouvrir le débat sur certains quartiers de Bruxelles, ou pas ? J'ai fait campagne à Bruxelles et je suis allé partout, y compris à Molenbeek, où j'étais moins à l'aise sur le marché que dans certains endroits à l'étranger. Si on ne veut pas le savoir, on ne veut pas le savoir. Mais qu'est-ce qui fait qu'un type quitte la France, va se balader en Syrie, en Malaisie,, rentre par la Turquie et vient vivre trois semaines à Molenbeek ? ■

Propos recueillis par
B.Dx. et Ma.D.